



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

LE VINGT ET UN JUILLET DEUX MILLE QUATORZE, le conseil municipal s'est réuni en séance publique, en l'Hôtel de ville de Grenoble, sur la convocation de Monsieur le Maire, en date du **15 juillet 2014**.

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 59
Monsieur Eric PIOLLE, Maire, assure la présidence.

Il est procédé à l'appel nominal auquel répondent :

M. Eric PIOLLE - Mme Elisa MARTIN - M. Hakim SABRI - Mme Kheira CAPDEPON -
Mme Corinne BERNARD - M. Sadok BOUZAIENE - Mme Laurence COMPARAT - M. Emmanuel CARROZ
- M. Thierry CHASTAGNER - Mme Mondane JACTAT - Mme Laëtitia LEMOINE - M. Alain DENOYELLE
- Mme Lucille LHEUREUX - M. Vincent FRISTOT - M. Fabien MALBET - Mme Maud TAVEL -
M. Jacques WIART - M. Antoine BACK - M. Olivier BERTRAND - Mme Maryvonne BOILEAU -
Mme Marie-Madeleine BOUILLON - M. Alan CONFESSON - M. Claude COUTAZ - Mme Suzanne DATHE -
M. René DE CEGLIE - Mme Salima DJIDEL - M. Claus HABFAST - Mme Martine JULLIAN -
Mme Claire KIRKYACHARIAN - M. Raphaël MARGUET - M. Pierre MERIAUX - M. Yann MONGABURU
- Mme Anne-Sophie OLMOS - Mme Bernadette RICHARD-FINOT - M. Jérôme SOLDEVILLE -
M. Guy TUSCHER - Mme Sonia YASSIA - Mme Anouche AGOBIAN - Mme Sarah BOUKAALA -
Mme Jeanne JORDANOV - M. Jérôme SAFAR - Mme Marie-José SALAT - M. Vincent BARBIER -
Mme Bernadette CADOUX - M. Matthieu CHAMUSSY - M. Lionel FILIPPI - M. Alain BREUIL -
Mme Mireille D'ORNANO.

Absents ayant donné pouvoir :

M. Bernard MACRET donne pouvoir à M. Sadok BOUZAIENE de 18H08 à 02H00
Mme Marina GIROD DE L'AIN donne pouvoir à M. Yann MONGABURU de 18H08 à 02H00
M. Thierry CHASTAGNER donne pouvoir à M. Emmanuel CARROZ de 20H05 à 02H00
M. Pascal CLOUAIRE donne pouvoir à Mme Laurence COMPARAT de 18H08 à 02H00
Mme Catherine RAKOSE donne pouvoir à Mme Bernadette RICHARD-FINOT de 18H08 à 02H00
M. Olivier BERTRAND donne pouvoir à Mme Maryvonne BOILEAU de 20H35 à 23H53
Mme Maryvonne BOILEAU donne pouvoir à Mme Corinne BERNARD de 00H54 à 02H00
Mme Marie-Madeleine BOUILLON donne pouvoir à M. Alain DENOYELLE de 00H10 à 02H00
Mme Salima DJIDEL donne pouvoir à M. Vincent FRISTOT de 22H30 à 02H00
Mme Christine GARNIER donne pouvoir à M. Vincent FRISTOT de 18H08 à 19H12
Mme Claire KIRKYACHARIAN donne pouvoir à M. Antoine BACK de 21H15 à 21H42
Mme Claire KIRKYACHARIAN donne pouvoir à M. Antoine BACK de 01H00 à 02H00
Mme Sonia YASSIA donne pouvoir à M. Jacques WIART de 00H40 à 02H00
M. Paul BRON donne pouvoir à Mme Marie-José SALAT de 18H08 à 02H00
M. Georges BURBA donne pouvoir à Mme Jeanne JORDANOV de 18H08 à 02H00
M. Olivier NOBLECOURT donne pouvoir à M. Jérôme SAFAR de 18H08 à 02H00
Mme Nathalie BERANGER donne pouvoir à M. Vincent BARBIER de 18H08 à 02H00
M. Richard CAZENAVE donne pouvoir à M. Matthieu CHAMUSSY de 18H08 à 02H00
Mme Sylvie PELLAT-FINET donne pouvoir à M. Lionel FILIPPI de 18H08 à 02H00.

Secrétaire de séance : Mme Corinne BERNARD.

SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE LOCALES : ALPEXPO : situation de la SAEML et perspectives d'évolution de l'équipement

Madame Anne-Sophie OLMOS expose,

Mesdames, Messieurs,

La ville de Grenoble, principal actionnaire de la SAEML ALPEXPO, détient 35 % du capital social. Par ailleurs, elle est liée à la SEM par un contrat de Délégation de Service Public en date du 31 décembre 1999, pour une durée de 20 ans, portant sur la gestion des équipements Parcs des expositions, Summum et Palais des congrès.

Il convient de souligner l'importance de cet équipement qui contribue à l'attractivité et au rayonnement économique du territoire métropolitain et qui génère d'importantes retombées économiques. Les différents événements exercés sur cet équipement (foires et salons, congrès, spectacles) bénéficient à la population et aux entreprises du territoire métropolitain.

Cet équipement est un moyen de l'exercice de la compétence économique dont la Loi MAPTAM dispose qu'elle est transférée de la Ville à la Métropole au 1^{er} janvier 2015. Dans le contexte de la mise en œuvre de cette loi, la gestion et le développement de cet équipement devraient, à l'avenir, être placés sous l'égide de la nouvelle Métropole grenobloise, après concertation entre la Ville de Grenoble et la Métro sur les conditions et les modalités de ce transfert.

Suite au déficit enregistré en 2011, la Ville de Grenoble a lancé, en association avec la Métro, une Mission d'information, d'Evaluation et de Prospective (MIEP) sur la SAEML Alpexpo. Le rapport de cette MIEP a été présenté en conseil municipal du 17 décembre 2012. Parmi les 12 préconisations de ce rapport, on retrouve notamment les points suivants :

- mettre en œuvre un plan de recapitalisation s'appuyant sur un plan de redressement de la SEM ;
- définir le positionnement concurrentiel de l'équipement ;
- renforcer les synergies avec les acteurs locaux du tourisme ;
- réfléchir à l'équilibre financier de la DSP actuelle, en s'intéressant notamment aux éléments structurels de l'exploitation et en particulier les flux financiers entre le délégant et le délégataire.

Face à la nécessité de reconstituer les capitaux propres de la SAEML, le Conseil municipal a décidé lors de sa séance du 21 octobre 2013 d'approuver la recapitalisation de la société et l'apport en capital de 1 889 K€ par la Ville de Grenoble. A l'issue de l'Assemblée Générale de la SAEML ALPEXPO du 11 novembre 2013 et du Conseil d'administration du 12 décembre 2013, le montant global de la recapitalisation s'est élevé à 4 869 K€, l'ensemble des souscriptions devant être liquidées au plus tard au 30 juin 2014.

Cette recapitalisation était fondée sur un résultat prévisionnel 2013 de la SAEML ALPEXPO de - 663 K€. Or le résultat final de l'exercice 2013, tel qu'il a été présenté au Conseil d'administration du 28 mai 2014, s'est élevé à - 2 177 K€. Les comptes 2013 de la société seront approuvés par une Assemblée Générale d'ici fin octobre prochain.

La Commissaire aux comptes de la société a donc lancé une procédure d'alerte à partir du 24 février 2014 et demandé au Conseil d'administration les solutions susceptibles d'être apportées pour faire face à la situation de trésorerie à court terme et pour garantir la continuité de l'activité à long terme.

Aujourd'hui la situation financière de la SAEML ALPEXPO se caractérise, en effet, notamment par une dette importante vis-à-vis de la Ville. Le montant enregistré, à ce jour, par la Trésorerie municipale s'élève à 2 919 K€ TTC et se décompose des éléments suivants :

- provision pour travaux 2011 et 2012 (sans TVA) : 735 K€
- parties de redevance 2011 et 2012 TTC : 188 K€
- loyer 2012 TTC : 750 K€
- remboursement de la taxe foncière 2012 et 2013 TTC : 1 246 K€

A ce montant se rajoutent les sommes correspondant au loyer (637 K€ TTC) et à la redevance 2013 (167 K€ TTC), comptabilisées par la SAEML en 2013, en hors taxes, et facturées par la Ville en 2014. La taxe foncière acquittée par la Ville en tant que propriétaire est quant à elle refacturée, conformément au contrat de DSP, à la SAEML ALPEXPO sur le même exercice.

Malgré la recapitalisation, la SAEML ALPEXPO est aujourd'hui en situation de capitaux propres négatifs. Le budget 2014 présenté par la direction de la SAEML ALPEXPO en Conseil d'administration du 20 juin 2014 laisse entrevoir un nouveau déficit sur l'exercice 2014 d'environ - 1 840 K€. Compte tenu de ces résultats, les capitaux propres de la société pourraient être négatifs à hauteur d'environ - 2 380 K€ fin 2014.

Face à cette situation, des décisions s'imposent, en lien étroit avec la Communauté d'Agglomération Grenoble-Alpes-Métropole.

Un nouveau modèle économique et juridique doit être étudié et mis en place, qui pourrait se conjuguer à une fin anticipée de l'actuelle DSP. Ce nouveau modèle doit permettre d'assurer la pérennité de cet équipement et d'affirmer son rôle au sein de la future métropole. Ce nouveau modèle, s'appuyant notamment sur les conclusions du rapport de la MIEP, sera construit avec la Communauté d'Agglomération et soumis simultanément aux deux assemblées dans les prochains mois.

Dans l'attente de la mise en œuvre de ce nouveau modèle et afin de permettre à la SAEML ALPEXPO de faire face à sa situation financière, il est proposé :

- de demander au trésorier municipal de surseoir au recouvrement de la dette vis-à-vis de la Ville de Grenoble. En fonction des décisions qui seront prises, le statut de cette dette sera étudié et pourra donner lieu à une remise partielle ou un échelonnement, voire une transformation en capital de tout ou partie de cette dette.

- de ne pas facturer la taxe foncière, la redevance et le loyer dus au titre de l'année 2014. Pour mémoire, le montant global du par la SEM à la Ville au titre de 2013 s'est élevé à 1 303 589,62 € HT, composé des éléments suivants :

✓ taxe foncière :	527 221,42 € HT
✓ redevance :	139 576,44 € HT
✓ loyer :	636 791,76 € HT

De plus, la Ville ayant bénéficié d'un dégrèvement de la part des Services Fiscaux de la taxe foncière sur le site Alpexpo sur la période de 2005 à 2013, il est proposé de reverser à la SEM les montants correspondant à ces dégrèvements pour la période de 2005 à 2011, soit 166 K€.

Ce dossier a été examiné par la commission :

- Métropolitaine du 08 juillet 2014

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- de réaffirmer son attachement à l'équipement Alpexpo et aux différentes activités qui s'y déroulent, compte tenu de leur contribution au rayonnement économique et culturel du territoire métropolitain et des retombées économiques qu'elles génèrent,
- de constater le caractère métropolitain de cet équipement qui contribue à l'exercice de la compétence économique dont la loi MAPTAM dispose qu'elle est transférée de la Ville à la Métropole au 1er janvier 2015, et d'engager les discussions avec la Communauté d'Agglomération Alpes Métropole, sur les conditions et les modalités de transfert de cet équipement à la future métropole Grenobloise,
- de mettre en œuvre, en lien étroit avec la Communauté d'Agglomération Grenoble Alpes Métropole, l'ensemble des actions, pour assurer la pérennité de cet équipement et d'engager les réflexions pour réviser le modèle économique et juridique de l'exploitation d'Alpexpo,
- compte tenu de la situation financière actuelle de la SAEML ALPEXPO, d'autoriser le Maire à engager toute démarche auprès du Trésorier municipal, solidairement à celles engagées par la SAEML ALPEXPO, en demandant de surseoir au recouvrement de la dette vis-à-vis de la Ville de Grenoble,
- d'adopter le principe d'exonérer la SAEML ALPEXPO du paiement de la redevance, du loyer et du remboursement de la taxe foncière sur les propriétés bâties, dus au titre de l'année 2014, cette exonération devant donner lieu à un avenant au contrat de DSP soumis à un prochain Conseil municipal,
- de reverser à la SAEML ALPEXPO les montants de dégrèvements de la taxe foncière obtenus sur le site Alpexpo sur la période de 2005 à 2011.

Conclusions adoptées :
Adoptée.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire,
La Conseillère Municipale
Déléguée,
Mme Anne-Sophie OLMOS

Affichée le :

30 JUL. 2014

